

DISCOURS DU PREMIER MINISTRE DE LA REPUBLIQUE TCHEQUE – REUNION DE LA COSAC, LE 11.5.2009

Mesdames, messieurs,

c'est pour moi un honneur de pouvoir vous saluer ici à Prague dans le cadre de la présidence tchèque. Ensemble, le Parlement européen, unique organe de l'Union européenne directement élu, et les parlements nationaux forment la colonne vertébrale de l'Union européenne. D'un côté, le Parlement européen s'émancipe progressivement de la Commission européenne et du Conseil européen. De l'autre, les parlements des pays membres, en tant que gardiens du principe de subsidiarité, vont s'engager davantage dans le processus législatif, dans la création des règles européennes. Cela est indispensable pour la conservation de la légitimité du projet d'intégration, pour que toutes les mesures nécessaires que nous adoptons au sein de l'UE soient approuvées par des procédures démocratiques et se rapprochent le plus possible des citoyens.

Il s'agit de la première occasion qui m'est offerte de pouvoir m'adresser à vous en tant que Premier ministre du pays président. Je peux vous assurer que ma principale préoccupation est d'achever dûment et sans séismes la présidence tchèque et de poursuivre la direction effective et fructueuse qui a été celle du Premier ministre Mirek Topolánek. Nous sommes bien conscients que nos préoccupations nationales ne doivent en aucun cas compromettre le bon fonctionnement d'une société de 500 millions de personnes, et c'est pourquoi depuis le moment où j'ai été désigné Premier ministre, nous nous attelons au transfert de

compétences et je me familiarise progressivement avec l'agenda de l'Union.

Les missions qui se trouvent devant nous nécessitent un plein engagement et je ferai le maximum pour que la présidence tchèque se poursuive selon le plan initial. Je ressens comme un engagement majeur vis-à-vis de tous les citoyens des vingt-sept pays membres de faire en sorte que la capacité d'action de l'Union ne soit pas paralysée par le changement de gouvernement. Afin que nous puissions enchaîner sur tout le travail positif qui a été réalisé pendant la première moitié de la présidence. Afin que nous puissions enchaîner sur l'approche active qui a été adoptée pendant la résolution de la crise gazière. Afin que nous poursuivions dans la résolution des conséquences de la crise économique mondiale, lorsque nous sommes parvenus à un consensus et à une démarche commune pour refuser le protectionnisme, mettre l'accent sur la coopération paneuropéenne et à adopter une position commune vis-à-vis du G20 ou du FMI. Afin que nous puissions continuer à développer les bonnes relations avec la nouvelle administration américaine, qui ont bénéficié d'une impulsion forte grâce à la visite du président Barack Obama à Prague à l'occasion du sommet UE - Etats-Unis. Afin que les autres sommets prévus, avec la Russie et la Chine, se déroulent tout aussi bien et soient tout aussi fructueux.

Bien entendu j'entends également poursuivre la bonne coopération avec le Parlement européen. Au cours des quatre premiers mois de cette année, les négociations relatives à près de cinquante mesures dans le domaine législatif ont été achevées avec succès dans la procédure de codécision avec le Parlement européen.

Je n'entends pas revenir ici en détail sur toutes les circonstances dramatiques que la présidence tchèque a dû résoudre pratiquement depuis le 1^{er} janvier 2009. Je veux m'orienter vers l'avenir. Et même si je perçois cette vague de scepticisme de l'ensemble de l'Europe qui a fait suite à la chute du gouvernement, même si j'entends toutes les voix qui disent maintenant que les pays et nouveaux pays ne sont pas suffisamment mûrs pour diriger efficacement l'Union, je ferai tout pour vous convaincre du contraire. Je ne suis pas un homme politique, et c'est pourquoi vous ne pouvez pas attendre de moi que je vous propose de vastes visions. Mais je vous promets un travail acharné. Un travail reposant sur une réflexion rationnelle, un travail basé sur des faits et des analyses économiques.

Du reste, le programme politique de la présidence tchèque est planifié et j'entends pleinement enchaîner sur ses trois priorités que sont l'économie, l'énergétique et l'Union européenne dans le monde. Bien entendu j'entends poursuivre la réalisation des missions actuelles qui découlent notamment de la crise économique mondiale. Je suis convaincu qu'il y a matière à enchaîner.

L'économie

En ce qui concerne notre première priorité, l'économie, le plus important est sans aucun doute la lutte contre les retombées de la crise. Lors du premier trimestre de cette année, plus de 400 milliards d'euros ont été injectés dans l'économie européenne dans le cadre des mesures de sauvetage du Plan de relance économique et une augmentation des garanties financières pour les pays confrontés à des problèmes de balance des paiements a été approuvée lors du Conseil européen au printemps.

Bien entendu, nous nous devons de continuer. Outre les injections financières directes destinées aux pays menacés et dans les secteurs critiques de l'économie, des réformes structurelles à long terme et des investissements dans les infrastructures doivent être entrepris, tout comme il convient d'adopter des mesures nécessaires au soutien du développement de l'activité économique des acteurs du secteur privé. Il convient parallèlement de renouveler la confiance dans les marchés financiers et de relancer le flux de ressources financières sous la forme de crédits.

La présidence tchèque est parvenue à l'adoption de mesures efficaces dans chacun des domaines cités, qu'il s'agisse de l'obtention d'un accord sur la directive sur les taux réduits de TVA, de l'adaptation du règlement sur les fonds structurels ou des modifications importantes dans le contrôle des marchés financiers – il convient, à cet égard, de mentionner en premier lieu l'amélioration de la régulation dans les domaines-clefs des marchés financiers et la simplification des conditions de paiement dans le cadre de l'UE.

Lors des discussions relatives à la recherche d'instruments de relance de la croissance économique, il convient également de ne pas oublier les gens ordinaires, pour lesquels la crise économique est avant tout synonyme de menace de perte d'emploi comme source de subsistance. C'était aussi la principale raison de l'organisation du sommet extraordinaire sur l'emploi en présence des partenaires sociaux, qui s'est tenu le 7 mai à Prague.

L'énergétique

Le deuxième domaine prioritaire du programme de la présidence tchèque est l'énergétique et les questions qui s'y rattachent. Celles-ci ont été à long terme un des piliers-clefs des préparatifs de la présidence. En

tant que pays dépendant en grande partie des importations russes de pétrole et de gaz en particulier, la République tchèque est pleinement consciente à quel point la sécurité énergétique de l'UE dans son ensemble est une question sensible et elle entend bien faire le maximum possible dans ce domaine pour contribuer à son renforcement.

Nous entendons poursuivre notre action dans la continuité de la résolution de la crise gazière et avant tout en tirer les enseignements pour la prochaine fois. Il convient d'avoir à l'esprit qu'une nouvelle crise semblable à celle du mois de janvier peut éclater à tout moment. C'est pour cette raison que nous devons nous concentrer sur la recherche et l'adoption de mesures à court, moyen et long terme permettant de renforcer notre sécurité énergétique. A cet égard, il convient ici de mettre en avant la décision prise par le Conseil européen du printemps, qui a approuvé les investissements d'une partie importante du paquet dit à cinq milliards dans des projets infrastructurels nécessaires au soutien de la sécurité énergétique, et en premier lieu dans le projet Nabucco. L'autre avancée marquante sur la voie menant à une diversification des fournisseurs d'énergies à l'UE a été le sommet du corridor Sud, qui s'est tenu la semaine dernière.

Outre la crise gazière et la recherche de solutions à long terme pour le soutien de la sécurité énergétique de l'Europe par l'intermédiaire d'une diversification des fournisseurs, la présidence tchèque s'est concentrée sur l'achèvement de la discussion relative aux priorités de la seconde Revue stratégique de l'énergie. Elle est parvenue à l'obtention d'un accord sur le Troisième paquet de libéralisation, tout comme sur d'autres mesures législatives clefs pour le soutien de l'efficacité énergétique, mesures qui permettent également de réduire notre dépendance

énergétique des livraisons en provenance d'autres pays souvent instables. La présidence tchèque n'oublie pas non plus la préparation d'une position commune de l'UE pour le sommet « climatique » prévu à Copenhague à la fin de l'année.

L'Union européenne dans le monde

Dans le cadre de la troisième priorité – l'Union européenne dans le monde – se confirme la prévision à long terme selon laquelle l'UE se doit absolument de saisir son rôle de joueur global si elle entend soutenir la concurrence mondiale. Nous devons jouer sur la scène de la politique internationale un rôle qui répond au potentiel économique et politique de l'Union.

L'UE possède une responsabilité particulière vis-à-vis des pays situés dans son voisinage direct. Elle dispose également dans ces régions des moyens les plus efficaces pour faire valoir son influence, que ce soit en proposant une perspective d'adhésion future ou une relation de partenariat privilégiée. C'est aussi la raison pour laquelle la présidence tchèque a investi tant d'énergie et de capital politique dans le projet de Partenariat oriental, qui a été inauguré avec succès par un consensus politique lors du Conseil européen du mois de mars. Le sommet pour le Partenariat oriental, qui s'est tenu à Prague la semaine dernière, est le premier pas dans la réalisation de ce projet.

Les Balkans occidentaux, et la perspective européenne de ces pays, sont la deuxième région stratégique. En dépit de certaines difficultés – notamment le gel du processus des négociations d'adhésion avec la Croatie – il convient de souligner les efforts entrepris par la présidence tchèque pour le maintien de cette perspective, efforts qui se sont traduits

notamment par les résultats satisfaisants de la réunion informelle des ministres des Affaires étrangères à la fin du mois de mars et l'avancée de la demande faite à la Commission européenne de l'établissement d'un verdict sur la candidature d'adhésion du Monténégro à l'UE. Comme vous le savez, l'Albanie aspire elle aussi officiellement désormais à intégrer l'UE. La présidence tchèque continuera de concourir à la poursuite du processus d'élargissement de l'UE et au renforcement de la politique de voisinage.

La visite à Prague, début avril, du nouveau président américain Barack Obama, que j'ai déjà évoquée, a également été un grand succès. Le sommet informel UE – Etats-Unis organisé à cette occasion a constitué une occasion extraordinairement propice au lancement de la coopération et à un échange d'opinions avec la nouvelle administration américaine sur les questions-clefs de l'économie globale et de la sécurité. J'y vois là un bon placement pour l'avenir. La coopération et la compréhension entre les Etats-Unis et l'UE sont des éléments-clefs pour la stabilité du monde entier.

Mesdames et messieurs, beaucoup de choses se sont passées au cours des quatre derniers mois. Certains de ces événements étaient quelque peu inattendus. Je suis convaincu que dans une situation difficile, la présidence tchèque s'est jusqu'à présent acquittée de son rôle en manifestant un engagement total et avec succès. Mon gouvernement est pleinement conscient d'être responsable de la réussite de son achèvement. Je suis également conscient du fait que la présidence et ses résultats dépendent de la coopération de nous tous, Etats membres et institutions de l'Union, et avant tout du Parlement européen et de la Commission européenne. J'aspirerai consciencieusement à une telle

coopération. Je suis convaincu que nous parviendrons à poursuivre le travail que nous avons entrepris en commun jusqu'à présent, à nous inscrire dans la continuité de tous les résultats positifs que nous avons obtenus durant les quatre premiers mois de la présidence tchèque. Si tel est le cas, je suis convaincu que, après les élections au Parlement européen et le Conseil européen qui s'ensuivra, dont la préparation sera assurément très exigeante, nous pourrons remettre à nos collègues suédois la fonction de président du Conseil avec le sentiment du travail bien fait. Je vous remercie de votre attention.